

« Caves, parkings, bidonvilles : 200 000 personnes vivent dans des conditions misérables », entretien avec Christophe Robert, délégué général adjoint de la Fondation Abbé Pierre

31 janvier 2012



Concrètement, qu'est-ce que la misère du logement en 2012 ?

Quand on parle du plus mal logement, tout le monde a en tête l'image du clochard, du SDF qui vit sous les ponts. Bien sûr, si l'on se place sur longue période et que l'on regarde les choses globalement, les logements sont en moyenne plus confortables aujourd'hui qu'hier. Mais cela n'empêche que l'on constate un élargissement de cette catégorie de formes exacerbées de mal ou de non logement.

Une partie de la population vit dans des caves, des parkings ou des campings dans des situations misérables alors que nous sommes l'un des pays les plus riches au monde. Souvent il s'agit de gens qui ont perdu leur emploi et qui ont dégringolé. Leur nombre s'accroît avec la crise et la flambée des prix du logement. Ceux qui en arrivent là n'ont plus aucun recours, ils sont exclus du marché traditionnel du logement. Enfin, il y a le retour de formes de bidonvilles, souvent le fait de migrants chassés de leur pays, pour qui c'est l'ultime solution. Ils se forment autour des grandes

villes comme Paris, Lyon et Marseille, mais aussi de villes de plus petite taille comme Saint-Etienne.

Combien sont-ils ?

Ces situations sont difficilement mesurables. A la Fondation Abbé Pierre, on connaît bien ce qui se passe au niveau local, par exemple le développement de cabanes au bord de mer dans le Languedoc. Au niveau national, avant la crise, on estimait à environ 100 000 le nombre de sans domicile fixe et 80 000 ceux qui vivent dans un habitat de fortune. On est très certainement au-delà. Enfin, je dirais qu'entre 15 et 20 000 personnes habitent dans des bidonvilles qui comptent parfois entre 300 et 500 personnes. Bref, autour de 200 000 personnes vivent dans des situations misérables.

C'est sans compter le mal logement dans l'immobilier ancien

Ce phénomène est plus connu, mais on a toujours une partie de la population qui, faute de moyens ou d'avoir accès au logement social, a recours à un habitat privé très dégradé, insalubre. On a des problèmes de surpeuplement, de chauffage, d'humidité, de peintures au plomb... Dans certains logements, la situation est vraiment catastrophique, c'est le quart-monde. Rien n'est entretenu et ils se dégradent progressivement. Les loueurs sont des marchands de sommeil qui s'enrichissent sur la misère. Un rapport de l'Agence nationale de l'habitat chiffre entre 600 000 et un million de personnes vivant dans ces conditions.

Quelles sont les conséquences pour ceux qui vivent ainsi ?

On sait que l'espérance de vie des sans domicile fixe est d'environ 50 ans. Le mal logement a des répercussions directes sur la santé des personnes en général, pas seulement pour ceux qui n'ont pas de toit. On connaît le phénomène de saturnisme lié aux peintures au plomb, de maladies qui étaient oubliées, comme la tuberculose. La mauvaise ventilation entraîne des problèmes respiratoires par exemple, on trouve des enfants qui vivent quasiment en permanence avec une bronchite ou qui ont des difficultés du sommeil dues au surpeuplement. L'impact est très fort. Et je ne vous parle pas de la situation de ceux qui vivent dans les bois, les cabanes, là c'est multiplié par dix !

Le mal logement se répercute aussi sur l'éducation et alimente l'échec scolaire. Comment étudier dans ces conditions ? Les chances sont loin d'être égales : alors que certains ont une chambre et un bureau personnel avec un accès à Internet, d'autres doivent faire leurs devoirs dans la rue ou la cage d'escalier. Comment voulez-vous qu'ils réussissent aussi bien ?

Il y a bien d'autres conséquences. Comment vit-on quand on ne peut pas inviter d'amis chez soi parce qu'on a honte ? Qu'on ne peut pas fêter l'anniversaire des enfants avec les copains d'école parce qu'on habite dans une cave ? Le mal logement est une forme d'enfermement social. Pour les couples, comment fait-on alors que l'on n'a aucune intimité, qu'on doit dormir en permanence avec ses enfants ? On sait aussi que certains couples sont contraints à se maintenir dans le même logement faute d'avoir les moyens de se confronter au marché et d'être en mesure de se payer deux habitations.

Que peut-on faire ?

Il me semble qu'il faut distinguer plusieurs niveaux. On dépense environ 34 milliards d'euros chaque année pour le logement en France. Si déjà on utilisait bien l'argent disponible, la situation s'améliorerait nettement. On a des niches fiscales qui ne servent qu'à réduire l'impôt des plus riches. Il faut investir dans le logement social de façon accrue. Le plan national de rénovation urbaine de Jean-Louis Borloo a permis une amélioration, mais il doit faire l'objet d'un second volet. Nous estimons qu'il faut arriver à 150 000 logements sociaux par an.

En créant plus de logements de ce type, on permet à ceux qui vivent dans les conditions les plus délicates de se loger. Il y a un chantier spécifique d'amélioration de l'habitat privé très dégradé. Que constate-t-on ? Pour l'an prochain, le budget de l'Agence nationale en charge de cette question, l'Anah, est en baisse ! Enfin, au-delà des questions de financements publics, il me semble qu'il faut arrêter de croire que le marché peut se réguler tout seul. On a besoin d'un certain contrôle des loyers.

Propos recueillis par Louis Maurin.

Pour en savoir plus :

– [Rapport mal-logement 2012](#), Fondation Abbé Pierre.

– Une enquête sur le mal-logement en France « [A l'abri de rien](#) », réalisée par Samuel Bollendorff et Mehdi Ahoudig, produit par BDDP Unlimited, avec la Fondation Abbé Pierre.

Photo / Fondation Abbé Pierre

-
- Emplacement :
 - Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Caves-parkings-bidonvilles-200-000-personnes-vivent-dans-des-conditions>